

Les Européens rejettent les politiques économiques qui permettraient à l'Europe de rattraper les Etats-Unis

Quelles politiques devraient être mises en place en Europe pour qu'elle rattrape son retard vis-à-vis des Etats-Unis ?

- une politique privilégiant l'investissement et non la consommation, ce qui inclut d'accepter un partage des revenus davantage en faveur des entreprises et une utilisation du revenu des ménages davantage centrée sur l'épargne risquée et à long terme ;
- un report des dépenses publiques de protection sociale vers les dépenses d'investissement public, particulièrement dans le domaine technologique ;
- la transformation de la protection de l'emploi en protection des individus et des qualifications ;
- une coopération entre les Etats européens dans les domaines de la production d'équipements militaires, de la construction de batteries électriques, de semi-conducteurs, d'ordinateurs quantiques...

Malheureusement, les Européens en majorité réclament une hausse de leur revenu pour pouvoir consommer davantage, rejettent la réduction des dépenses publiques de protection sociale et de la protection de l'emploi, privilégient la concurrence à la coopération dans le domaine des politiques industrielles.

Patrick Artus

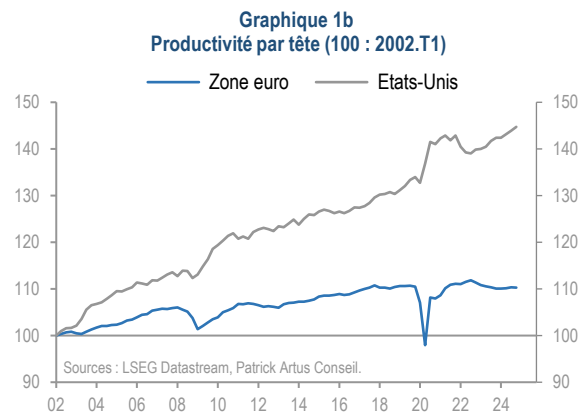
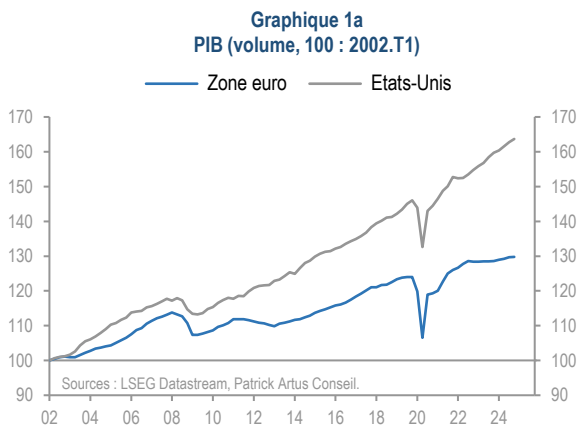
Conseiller économique senior

patrick.artus-ext@ossiam.com

✕ @PatrickArtus

Le retard de l'Europe par rapport aux Etats- Unis

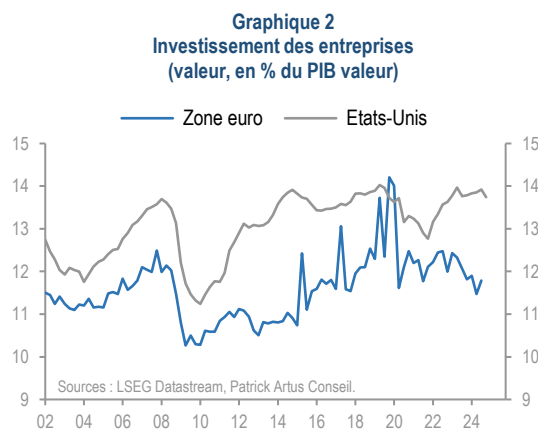
Lorsqu'on compare les évolutions du PIB en volume ou de la productivité du travail, on voit clairement le retard pris par l'Europe (nous regardons en fait la zone euro) par rapport aux Etats-Unis (Graphiques 1a/b).



Nous voulons ici montrer que ce retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis résulte du refus des Européens d'adopter les politiques qui corrigeraient ce retard.

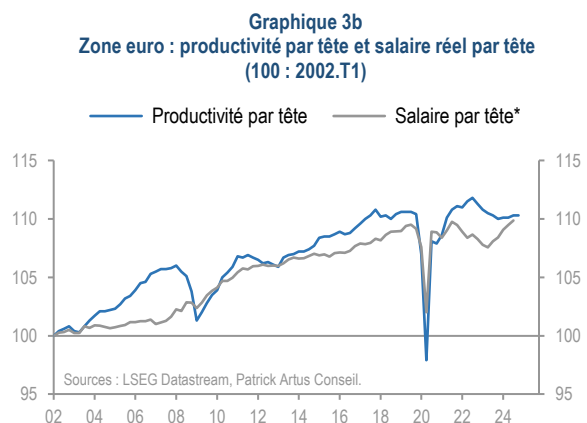
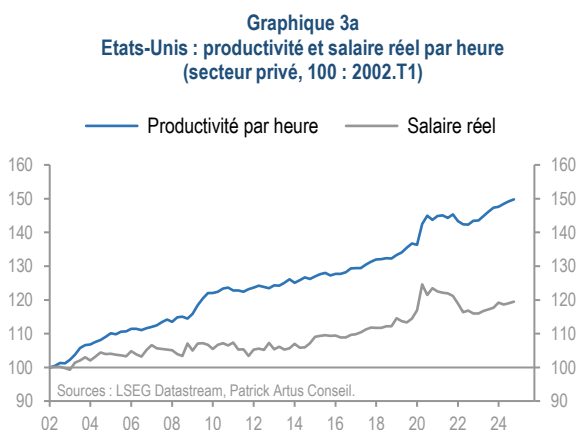
Préférence pour la consommation des Européens

Une partie importante du retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis vient de la faiblesse du taux d'investissement des entreprises européennes (Graphique 2).



Pour redresser le taux d'investissement des entreprises européennes, il faudrait que les Européens :

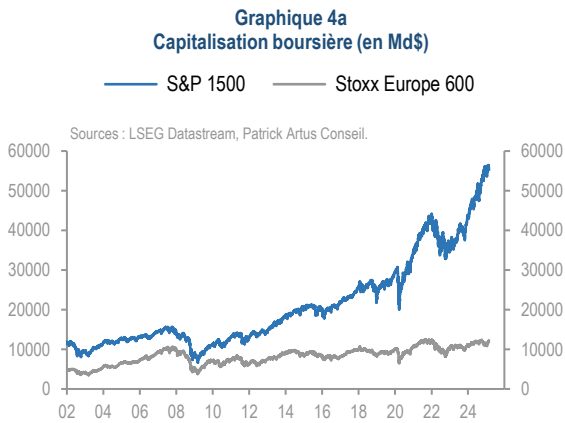
- soit, acceptent un partage des revenus plus défavorable aux salariés (Graphiques 3a/b) ;



* Déflaté par le prix du PIB

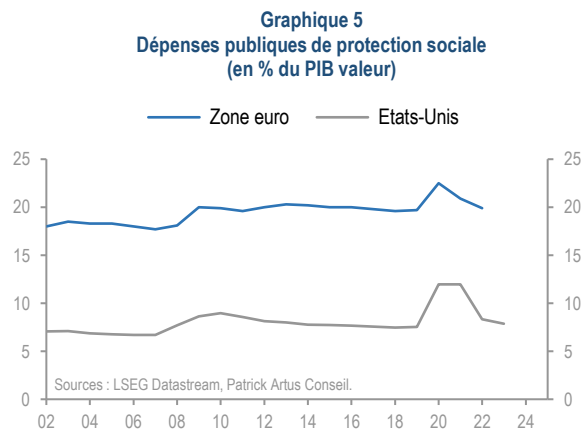
- soit acceptent d'utiliser leur revenu davantage pour épargner à long terme ou épargner sous des formes d'épargne risquée.

Par exemple, si on compare les fonds levés en capital-risque (venture capital), on voit qu'ils atteignent selon les années, dans la période récente, 250 à 300 milliards de dollars par an aux Etats-Unis, et seulement 20 à 25 milliards d'euros en Europe. Si on compare la capitalisation boursière, on voit qu'elle est beaucoup plus importante aux Etats-Unis que dans la zone euro (Graphiques 4a/b).



Préférence pour la protection sociale des Européens

La comparaison des dépenses de protection sociale (dépenses publiques de santé, de vieillesse, d'invalidité, de famille, de chômage, de logement) montre qu'en Europe, le système public de protection sociale est beaucoup plus généreux qu'aux Etats-Unis (Graphique 5).



L'argent que les Etats européens dépensent en protection sociale, les Etats-Unis le dépensent en investissement technologique (par exemple, les dépenses publiques pour l'espace atteignent 73 milliards de dollars aux Etats-Unis et seulement 13 milliards d'euros dans l'Union européenne ; les dépenses de Recherche-Développement atteignent 140 milliards de dollars aux Etats-Unis et seulement 10 milliards d'euros dans l'UE (chiffres tirés du Rapport Draghi).

Préférence des Européens pour la protection de l'emploi

La dépense de protection de l'emploi est nettement plus élevée en Europe qu'aux Etats-Unis. Seuls certains pays européens (comme le Danemark) ont opté pour une forte protection des salariés et de leurs compétences et pas pour une forte protection de l'emploi (Tableau 1).

Tableau 1 : Rigueur de la protection de l'emploi* (2019)

| Rigueur de la protection de l'emploi | France | Allemagne | Espagne | Italie | Danemark | États-Unis |
|---|--------|-----------|---------|--------|----------|------------|
| Licenciements individuels et collectifs (contrats à durée indéterminée) | 2.68 | 2.33 | 2.43 | 2.86 | 1.94 | 1.31 |
| Licenciements collectifs | 3.25 | 2.61 | 2.43 | 3.19 | 2.18 | 1.33 |
| Licenciements individuels (contrats à durée indéterminée) | 2.45 | 2.22 | 2.43 | 2.72 | 1.84 | 1.30 |
| Contrats temporaires | 2.58 | 1.67 | 2.47 | 2.82 | 1.60 | 0.27 |

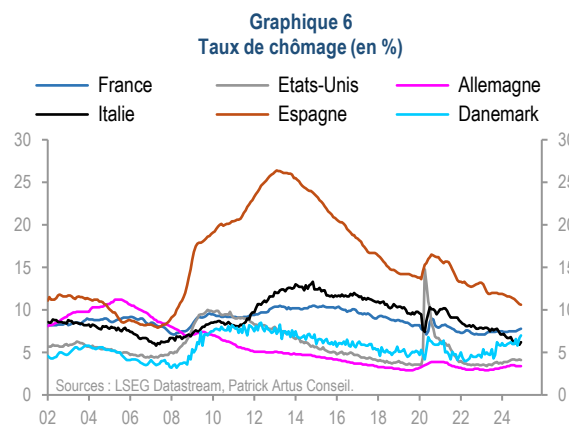
Sources : OCDE

* Echelle de 0 à 6, les valeurs augmentant avec le degré de rigueur de la réglementation

Une forte protection de l'emploi rigidifie le marché du travail : elle réduit la mobilité des salariés, les maintient dans des entreprises peu efficaces.

De plus, les pays européens où la protection de l'emploi est faible (Danemark) ont associé cette faible protection de l'emploi à une forte protection des salariés : formation, aide pour le retour à l'emploi...

Dans ces pays, le taux de chômage est en moyenne très faible (Graphique 6) grâce à la protection des salariés.



Absence de coordination des politiques industrielles

La coordination des politiques industrielles des pays européens est faible.

Cela se voit dans les domaines de la production d'équipements militaires, de batteries électriques, de semi-conducteurs, d'ordinateurs quantiques...

Le plus souvent, les pays sont en concurrence pour attirer des investissements étrangers ou développer des entreprises locales dans ces domaines, alors que le développement d'entreprises européennes serait préférable.

Synthèse : malheureusement, les Européens rejettent les politiques économiques qui seraient les plus efficaces

Les Européens, dans leur majorité :

- privilégient le soutien du pouvoir d'achat des ménages et de la consommation, ce qui rend difficile à mettre en place des politiques de partage des revenus plus favorable aux entreprises ou des politiques de stimulation de l'épargne à long terme et risquée ;
- rejettent un transfert des dépenses de protection sociale vers des dépenses d'investissement public, particulièrement dans le domaine des investissements technologiques ;
- refusent la transformation de la protection de l'emploi en protection des salariés et de leurs compétences ;
- privilégient la concurrence entre Etats, pour attirer des investissements étrangers ou développer des entreprises nationales, et rejettent la coopération, la coordination des projets industriels.

Cela conduit au rejet des politiques économiques qui pourraient faire rattraper à l'Europe son retard vis-à-vis des Etats-Unis.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agrément n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.